

ARRET N° 552 du 18 août 2017

Dossier : 670/12-CU

**PROCEDURE – OPPOSITION FORMEE EFFECTIVEMENT PAR DEMANDEUR AU POURVOI –  
MOTIF MANQUANT EN DROIT**

*« Contrairement aux affirmations de l'arrêt attaqué, le Conseil du demandeur au pourvoi a formé opposition contre l'ordonnance n° 213/AG/12 du 02 avril 2012 suivant PV de déclaration d'opposition n°45/OP/12 du 12 avril 2012 ».*

R.M, assisté de Maître Marcelline RASTEFANO

C/

Dame R.

représentée par A.D

**REPUBLIQUE DE MADAGASCAR**

**COUR DE CASSATION**

**CHAMBRE CIVILE COMMERCIALE ET SOCIALE**

La Cour de Cassation, Chambre Civile Commerciale Sociale en son audience publique ordinaire du vendredi dix-huit août deux mille dix-sept, tenue au Palais de Justice à Anosy, a rendu l'arrêt dont la teneur suit :

**LA COUR**

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Statuant sur le pourvoi de R.M demeurant à [Adresse 1], ayant pour conseil Maître Marcelline RASTEFANO, avocat exerçant au [Adresse 2], en l'étude de laquelle il fait élection de domicile, contre l'arrêt n° 602 du 25 juillet 2012 de la Chambre Civile de la Cour d'Appel d'Antananarivo dans la procédure qui l'oppose à R. représentée par RA.D ;

Vu le mémoire en demande ;

Sur le troisième moyen de cassation tiré de l'article 26 alinéa 2 de la Loi organique n°2004.036 du 1er octobre 2004 sur la Cour Suprême, pour fausse application de la loi ;

En ce que la Cour d'Appel a déclaré que l'ordonnance n° 213/AG/12 n'aurait pas fait l'objet de voies de recours alors que l'exposant a fait opposition contre ladite ordonnance ;

Attendu que l'arrêt attaqué a basé sa décision sur l'ordonnance n° 213/AG/12 du 02 avril 2012 en déclarant que ladite ordonnance n'a pas fait l'objet d'aucun recours ;

Attendu cependant que contrairement aux affirmations de l'arrêt attaqué, le conseil de R.M a formé opposition contre ladite ordonnance suivant procès-verbal de déclaration d'opposition n° 45/OP/12 du 12 avril 2012 ;

Qu'il s'ensuit que le moyen est fondé et l'arrêt attaqué encourt la cassation sans qu'il soit besoin d'examiner les autres moyens de cassation ;

**PAR CES MOTIFS**

**CASSE ET ANNULE** l'arrêt n° 602 du 25 juillet 2012 de la Chambre Civile de la Cour d'Appel d'Antananarivo ;

Renvoie la cause et les parties devant la même juridiction, autrement composée ;

Ordonne la restitution de l'amende de cassation ;

Condamne la défenderesse aux dépens.

Ainsi jugé et prononcé par Cour, Chambre les jour, mois et an que dessus.

Où étaient présents :

Messieurs et Mesdames

- RASOARIMALALA Rinah Victorine, Président de Chambre, Président ;
- RAMANANKAVANA Claudette Sophia, Conseiller - Rapporteur ;
- RASOANOROLALAO Isabelle, Conseiller, RAFENOMANANIONY Eliana Blandine, Conseiller, RAZAFIMORIA David, Conseiller, tous membres ;
- RAZANAMAHENINA Marie Louise Tiana, Avocat Général ;
- ANDRIANALISOA Ramanamisata Eloi ;

La minute du présent arrêt a été signée par le Président, le Rapporteur et le Greffier.